



N°5 07 23 #04

**Avant de prendre connaissance de cette notice, veuillez répondre au questionnaire joint pour savoir si vous êtes soumis au régime d'autorisation d'exploiter.**

## **NOTICE D'INFORMATION POUR LE REMPLISSAGE DU FORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER**

**Articles L. 331-1 à L. 331-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime  
R331-1 à R. 331-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime**

**Cette notice présente les principaux points de la réglementation relative à la demande d'autorisation d'exploiter et les indications nécessaires au remplissage du formulaire de demande. Veuillez la lire avant de remplir le formulaire de demande**

Le contrôle des structures est une réglementation qui soumet, dans des cas prévus par la loi, les mises en valeur des terres agricoles à une formalité administrative de déclaration ou autorisation. Elle s'applique à l'exploitation, quels que soient sa forme juridique, son mode d'exploitation, et quel que soit le titre de jouissance en vertu duquel les terres seront exploitées.

### **CHAMP D'APPLICATION :**

**Selon l'article L331-2 I,** sont soumis à autorisation préalable d'exploiter une installation, un agrandissement d'exploitation, une réunion d'exploitations lorsque :

- La surface totale après reprise qu'il est envisagé de mettre en valeur excède **le seuil fixé** par le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) ( cf liste des communes jointe) ;
- **Quelle que soit la surface,**
  - l'opération a pour conséquence de supprimer une exploitation dont la superficie excède le seuil sus mentionné fixé par le SDREA ou de ramener la superficie d'une exploitation en deçà de ce seuil,
  - l'opération a pour conséquence de priver une exploitation agricole d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement, sauf s'il est reconstruit ou remplacé,
  - l'un des membres ayant qualité d'exploitant ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle fixées par voie réglementaire,
  - l'exploitation du demandeur ne comporte pas de membre ayant la qualité d'exploitant,
  - lorsque l'exploitant est un exploitant pluriactif, remplissant les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, dont les revenus extra-agricoles excèdent 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance, à l'exception des exploitants engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L 330-2 ;

Pour l'appréciation de ce seuil de 3120 fois le SMIC, vous devez comparer votre revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition de l'année précédant celle de la demande (=n - 1), déduction faite, s'il y a lieu, de la part de ce revenu provenant d'activités agricoles, avec le montant horaire du SMIC brut en vigueur le 31 décembre de la même année (n-1) multiplié par 3120. Votre situation pourra être vérifiée dans le cadre de contrôle sur place.

- **Le cas échéant**, lorsque la distance par rapport au siège de l'exploitation du demandeur est Supérieure au maximum de **10 km** fixé par le SDREA ;
- **Selon l'article L331-2 II**, est soumise à **simple déclaration**

la mise en valeur d'un **bien de famille** reçu par donation, location, vente ou succession d'un parent ou allié jusqu'au 3ème degré inclus lorsque le déclarant satisfait à 4 conditions :

- capacité ou expérience professionnelle,
- les biens sont libres de location,
- les biens sont détenus par un parent ou allié depuis 9 ans au moins,
- les biens sont destinés à l'installation d'un nouvel agriculteur ou à la consolidation de l'exploitation du déclarant, dès lors que la surface totale de celle-ci, après consolidation, n'excède pas le seuil de surface fixé par le SDREA.

Les parts d'une société constituée entre les membres d'une même famille sont assimilées aux biens qu'elles représentent.

- **Selon l'article L331-2 III**, sont soumises à autorisation préalable d'exploiter, en application du I, la mise en valeur de biens agricoles par le candidat auquel la SAFER entend les rétrocéder.

#### **QUI DOIT DEPOSER LA DEMANDE ?**

- 1)** Si les terres vont être exploitées à titre individuel, c'est la personne qui envisage de reprendre les biens.
- 2)** Si les terres vont être exploitées par une personne morale, la demande sera présentée par la société.
- 3)** S'il s'agit d'une participation indirecte à une autre exploitation, la demande devra être faite, en nom propre, par la personne morale ou physique qui envisage d'exercer une activité agricole sur plusieurs exploitations (dans la mesure où l'opération rentre dans l'un des cas énumérés au -I- de l'article L331-2).

#### **CAS PARTICULIER : OPERATION REALISEE SUR DES BIENS ATTRIBUES PAR LA SAFER**

S'il s'agit d'une opération SAFER (rétrocession d'un bien agricole en propriété ou en jouissance ou par la conclusion d'un bail ou d'une convention), vous n'avez pas à remplir ce formulaire (cf articles L 331-2- III et R 331-13). Il vous appartient de déposer un dossier de candidature directement auprès de la SAFER. C'est la SAFER qui procédera au recensement de toutes les demandes reçues à la suite de son appel de candidature et soumettra les dossiers au Commissaire du Gouvernement conformément à la procédure prévue aux articles L. 331-2 III et R. 331-13 et suivants.

#### **QUELLE EST L'AUTORITE COMPETENTE ?**

Aux termes de l'article R.331-3, les demandes d'autorisation d'exploiter sont instruites par le **préfet** de la **région où se trouvent les biens, objet de la demande**, avec l'appui du préfet du département du siège de l'exploitation et le cas échéant, des préfets des autres départements sur le territoire desquels sont situés les biens concernés.

## OU ADRESSER SA DEMANDE ?

La DDT(M) où se trouve le fonds dont l'exploitation est envisagée, assure la réception des dossiers de demande d'autorisation. Dans le cas où les biens sont situés sur plusieurs départements, la demande est adressée à la DDT(M) du siège d'exploitation.

## PROCEDURE

- Rappel : le formulaire de demande d'autorisation d'exploiter est accompagné d'un questionnaire préalable permettant de vérifier si l'opération envisagée relève du champ d'application du contrôle des structures et d'une notice d'aide au remplissage.
- La demande est adressée à la DDT(M) par envoi recommandé avec accusé de réception ou déposée contre récépissé. Le récépissé de dépôt indique la date de réception de la demande.

La DDT(M) délivre au demandeur un accusé de réception de dossier complet mentionnant toutes les informations utiles relatives à la gestion du dossier :

- date de réception de la demande et la date à laquelle, à défaut d'une décision expresse, celle-ci sera réputée acceptée,
  - la désignation de l'adresse postale et, le cas échéant, électronique, ainsi que le numéro de téléphone du service chargé du dossier.
- Le délai au terme duquel est susceptible d'intervenir une décision implicite d'acceptation court à compter de la date de réception du dossier complet. Si le service chargé de l'instruction informe l'auteur de la demande qu'il n'a pas fourni **l'ensemble des informations ou pièces exigées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur**, le délai ne court qu'à **compter de la réception de ces informations ou pièces**.
  - Le délai d'instruction au-delà duquel une autorisation d'exploiter implicite est accordée est, de manière générale de **4 mois**. Ce délai peut être prolongé à **6 mois**. Dans ce cas, la décision de prolongation est prise par le **préfet de région** Elle doit être motivée et notifiée au demandeur avant l'expiration du délai de 4 mois par lettre recommandée avec AR (ou par voie télématique quand la procédure sera en place). Dans le cas d'absence du destinataire de la lettre, c'est la date de première présentation attestée par la Poste qui est prise en compte.
  - Le préfet de région prend une décision d'autorisation ou de refus d'exploiter en fonction de seuils, de critères et de priorités fixés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, après avis, le cas échéant, de la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

## AIDE AU REMPLISSAGE DU FORMULAIRE ET DE SES ANNEXES

### **Formulaire contrôle des structures**

p. 1/4 ENCADRÉ IDENTIFICATION DU DEMANDEUR : si vous avez déjà un numéro SIRET, indiquez-le. Si le demandeur ne dispose pas encore de numéro SIRET, par exemple pour les futurs installés, une copie d'une pièce d'identité sera fournie à l'appui de la demande.

p. 1/4 ENCADRÉ MEMBRE DE L'EXPLOITATION INDIVIDUELLE OU SOCIETAIRE

Si vous êtes exploitant individuel , remplissez la colonne correspondant à «membre 1».

p. 2/4 Pour la capacité professionnelle, cochez oui si vous avez :

- soit l'un des diplômes admis pour l'octroi des aides à l'installation des jeunes agriculteurs et dont la liste est fixée par arrêté ministériel du 29 octobre 2012. Veuillez vous renseigner auprès de la DDT(M).
- soit une expérience professionnelle de 5 ans acquise dans les 15 ans précédant la demande sur le tiers de la SAU moyenne régionale prise en référence pour la fixation du seuil de contrôle par le SDREA en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé exploitant, de salarié d'exploitation agricole ou de conjoint collaborateur.

p.2/4 Pour la situation professionnelle de l'exploitant individuel et/ou de chaque membre de la société : si la demande est portée par un exploitant individuel, les questions « êtes-vous gérant de la société qui dépose la demande » et « êtes-vous associé exploitant de la société qui dépose la demande » sont sans objet.

#### p.2/4 ENCADRES CIRCONSTANCES DE LA DEMANDE ET NATURE DE L'OPERATION

Remplissez les données en fonction des éléments dont vous disposez.

p.3/4 SURFACES CULTIVEES : il s'agit de mentionner la surface totale de l'exploitation y compris la surface objet de la demande en précisant les surfaces en cultures spéciales.

p.3/4 MOTIVATION DE LA DEMANDE : cet encadré vous est réservé pour exposer brièvement votre projet et l'intérêt qui s'attache pour vous à la reprise de ces terres (exemple : installation, désenclavement etc.)

#### p. 3/4 ENCADRÉ ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

si la demande est souscrite à votre nom par un mandataire, par exemple par voie informatique, il doit indiquer son nom, prénom et qualité et certifier avoir pouvoir ; si la demande est souscrite directement par vous, c'est votre nom et votre signature qui doivent apparaître dans cet encadré .

#### p. 4/4 ENCADRE LISTE DES PIECES A JOINDRE AU DOSSIER

Veuillez lire attentivement cette liste de pièces. En tout état de cause, de l'envoi du dossier complet découle le point de départ du délai de 4 ou 6 mois d'instruction de votre demande.

Le cas échéant, vous pouvez joindre des documents complémentaires que vous estimez utiles.

#### **Annexe 1 : DESCRIPTION DES BIENS OBJET DE LA DEMANDE**

Identification de l'exploitant antérieur : indiquer les coordonnées de l'exploitant qui mettait ou met en valeur les biens objet de la demande.

#### **Annexe 2 : DESCRIPTION DES SURFACES OBJET DE LA DEMANDE**

Veuillez remplir autant de pages que nécessaire, compte tenu des superficies demandées.

#### **Annexe 3 : CRITERES D'APPRECIATION FIXES DANS LE SCHEMA DIRECTEUR REGIONAL DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (SDREA)**

Conformément à l'article L. 312-1 du code rural et de la pêche maritime, le SDREA fixe les critères d'appréciation qui serviront à l'instruction des demandes et à leur classement dans l'ordre des priorités. Les informations demandées dans ce cadre sont ainsi propres à chaque SDREA.

## QUESTIONNAIRE

Utilisation du formulaire de demande d'autorisation préalable d'exploiter

### **UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER EST NECESSAIRE DANS LES CAS SUIVANTS :**

(articles L331-2 -I et III- du code rural et de la pêche maritime)

Au préalable, renseignez-vous auprès de la DDT (M) ou de la DAAF sur le seuil de contrôle pour les installations, agrandissements, réunions d'exploitations dans la région.

Le seuil unique est exprimé en SAU régionale moyenne toutes productions confondues. Il sert également de seuil pour les cas de démantèlement ou de suppression d'exploitation.

Il vous sera également précisé s'il existe des coefficients d'équivalence par région naturelle ou production, et si d'autres seuils (de distance ou pour la création d'ateliers hors sol) sont susceptibles de s'appliquer dans votre cas, compte tenu de la localisation des biens et de la nature de l'opération.

### **Veillez répondre au questionnaire**

Régime des autorisations	OUI	NON
L'exploitation comporte-t-elle aucun membre ayant la qualité d'exploitant ?		
La capacité et l'expérience professionnelles agricoles vous font-elles défaut, (à vous ou à l'un des membres exploitants de la société si le demandeur est une personne morale) ?  CAPACITE : diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation visées aux articles D. 343-4 et D. 343-4-1 du code rural et de la pêche maritime  EXPERIENCE : 5 ans minimum (au cours des 15 dernières années) en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé d'exploitation, de salarié d'exploitation agricole, de conjoint-collaborateur d'exploitation, sur une surface au moins égale au 1/3 de la SAU moyenne régionale choisie par le SDREA		
Avez-vous une autre profession et vos revenus personnels extra-agricoles sont supérieurs à 3120 fois le SMIC ? Les revenus extra-agricoles sont constitués du revenu fiscal de référence du demandeur au titre de l'année précédant celle de la demande, déduction faite, s'il y a lieu, de la part de ce revenu provenant d'activités agricoles. Le montant horaire du SMIC est celui publié au Journal Officiel en vigueur au 31 décembre de cette même année		
Votre exploitation dépasse-t-elle après l'opération, en surface pondérée, le seuil de contrôle fixé par le SDREA ? Ne pas cocher si vous êtes dans le cas suivant (en italiques): La constitution d'une société à partir de votre exploitation individuelle, sans autre modification, n'est pas soumise à contrôle si vous en devenez l'unique associé exploitant. Il en est de même pour la constitution d'une société réunissant les exploitations individuelles de 2 époux mariés ou pacsés, sans autre modification, s'ils en deviennent les uniques associés exploitants.		

Régime des autorisations (suite)	OUI	NON
<p>Etes-vous déjà exploitant individuel ou associé dans une société et envisagez vous de participer à une autre exploitation agricole ?</p> <p>selon l'article R 331-1 du code rural et de la pêche maritime, « une personne associée d'une société à objet agricole est regardée comme mettant en valeur les unités de production de cette société si elle participe aux travaux de façon effective et permanente, selon les usages de la région et en fonction de l'importance de ces unités de production ».</p>		
L'opération envisagée supprime-t-elle une exploitation d'une superficie supérieure au seuil de contrôle fixé par le SDREA ?		
L'opération envisagée ramène-t-elle la superficie d'une exploitation en dessous du seuil de contrôle fixé par le SDREA ?		
L'opération envisagée prive-t-elle une exploitation agricole d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement (sauf s'il est reconstruit ou remplacé) ?		
Si le SDREA le prévoit : Les terres demandées sont-elles situées à une distance, par rapport à votre siège d'exploitation, supérieure au seuil fixé ?		
Envisagez-vous de créer ou agrandir un atelier hors-sol au-delà du seuil de contrôle fixé par le SDREA pour ces productions <sup>[?]</sup>		

**Si vous avez répondu au moins une fois OUI, alors vous devez déposer une demande d'autorisation d'exploiter... à moins que vous ne releviez du régime déclaratif (voir page suivante).**

#### **OPERATION REALISEE DANS LE CADRE DE LA SAFER**

S'il s'agit d'une opération SAFER (rétrocession d'un bien agricole en propriété ou en jouissance ou par la conclusion d'un bail ou d'une convention), bien que vous soyez soumis au contrôle des structures, vous n'avez pas à présenter de demande au préfet de Région (cf articles L 331-2- III et R 331-13 du code rural et de la pêche maritime).  
La SAFER adressera au Commissaire du Gouvernement les éléments permettant d'apprécier votre situation, ainsi que celle des autres candidats, au regard du contrôle des structures.

<p align="center"><b>CAS PARTICULIER : Régime de la déclaration</b></p> <p align="center"><b>Déclaration d'exploiter un bien familial</b> (article L. 331-2, II du code rural et de la pêche maritime)</p>	<p align="center"><b>OUI</b></p>	<p align="center"><b>NON</b></p>
<p>Le bien que vous envisagez de mettre en valeur est-il <b>transmis</b> par donation ou location ou vente ou succession d'un parent ou allié jusqu'au 3<sup>ème</sup> degré inclus (lien de mariage exclu) ?</p>		
<p>Le bien que vous envisagez de mettre en valeur a-t-il été détenu par un parent ou allié jusqu'au 3<sup>ème</sup> degré depuis 9 ans au moins ? par exemple 1) le parent l'a détenu 9 ans avant d'en faire donation au fils, 2) le père l'a détenu 6 ans puis, à son décès, la mère pendant une durée de 4 ans avant d'en faire bénéficier sa fille...</p>		
<p>Justifiez vous des conditions de capacité ou d'expérience professionnelles (énumérées au précédent tableau) ?</p>		
<p>Les biens sont-ils libres de location ?</p>		
<p>Les biens sont-ils destinés  à l'installation d'un nouvel agriculteur ou à la consolidation de l'exploitation du déclarant et dans la limite après reprise du seuil de surface fixé par le SDREA ?</p>		

**Si vous avez répondu OUI à toutes les questions, alors vous pouvez déposer une simple déclaration (sur papier libre ou modèle à votre disposition sur le site internet de la DRAAF ou la DDT/DDTM/DAAF).**

**Si vous avez répondu NON au moins une fois, vous relevez du régime de l'autorisation d'exploiter.**





**Seuil de déclenchement du contrôle des structures**

<b>Zone</b>	<b>N°Insee</b>	<b>Nom commune</b>	<b>Seuil déclenchement</b>
1	31001	AGASSAC	72
1	31002	AIGNES	72
1	31003	AIGREFEUILLE	72
1	31004	AYGUESVIVES	72
1	31005	ALAN	72
1	31006	ALBIAC	72
1	31007	AMBAX	72
1	31008	ANAN	72
1	31009	ANTICHAN-DE-FRONTIGNES	72
1	31011	ARBAS	72
1	31012	ARBON	72
1	31013	ARDIEGE	72
1	31014	ARGUENOS	72
1	31018	ARNAUD-GUILHEM	72
1	31020	ASPET	72
1	31021	ASPRET-SARRAT	72
1	31023	AULON	72
1	31024	AURAGNE	72
1	31025	AUREVILLE	72
1	31026	AURIAC-SUR-VENDINELLE	72
1	31027	AURIBAIL	72
1	31028	AURIGNAC	72
1	31029	AURIN	72
1	31030	AUSSEING	72
1	31031	AUSSON	72
1	31033	AUTERIVE	72
1	31034	AUZAS	72
1	31036	AUZIELLE	72
1	31037	AVIGNONET-LAURAGAIS	72
1	31038	AZAS	72
1	31039	BACHAS	72
1	31043	BALESTA	72
1	31044	BALMA	72
1	31045	BARBAZAN	72
1	31047	BAX	72
1	31048	BAZIEGE	72
1	31049	BAZUS	72
1	31050	BEAUCHALOT	72
1	31051	BEAUFORT	72
1	31052	BEAUMONT-SUR-LEZE	72
1	31053	BEAUPUY	72
1	31054	BEAUTEVILLE	72
1	31055	BEAUVILLE	72
1	31057	BELBERAUD	72
1	31058	BELBEZE-DE-LAURAGAIS	72
1	31059	BELBEZE-EN-COMMINGES	72
1	31060	BELESTA-EN-LAURAGAIS	72
1	31061	BELLEGARDE-SAINTE-MARIE	72
1	31062	BELLESSERRE	72
1	31063	BENQUE	72
1	31065	BERAT	72
1	31066	BESSIERES	72
1	31070	BLAJAN	72
1	31071	BOIS-DE-LA-PIERRE	72
1	31072	BOISSEDE	72
1	31073	BONDIGOUX	72
1	31074	BONREPOS-RIQUET	72
1	31075	BONREPOS-SUR-AUSSONNELLE	72
1	31076	BORDES-DE-RIVIERE	72
1	31077	LE BORN	72
1	31078	BOUDRAC	72
1	31080	BOULOGNE-SUR-GESSE	72
1	31082	BOURG-SAINT-BERNARD	72
1	31083	BOUSSAN	72

**Seuil de déclenchement du contrôle des structures**

1	31084	BOUSSENS	72
1	31086	BOUZIN	72
1	31087	BRAGAYRAC	72
1	31088	BRAX	72
1	31089	BRETX	72
1	31090	BRIGNEMONT	72
1	31091	BRUGUIERES	72
1	31093	LE BURGAUD	72
1	31094	BUZET-SUR-TARN	72
1	31095	CABANAC-CAZAUX	72
1	31096	CABANAC-SEGUENVILLE	72
1	31097	LE CABANIAL	72
1	31098	CADOURS	72
1	31099	CAIGNAC	72
1	31100	CALMONT	72
1	31101	CAMBERNARD	72
1	31102	CAMBIAC	72
1	31103	CANENS	72
1	31104	CAPENS	72
1	31105	CARAGOUDES	72
1	31106	CARAMAN	72
1	31107	CARBONNE	72
1	31108	CARDEILHAC	72
1	31109	CASSAGNABERE-TOURNAS	72
1	31110	CASSAGNE	72
1	31111	CASTAGNAC	72
1	31112	CASTAGNEDE	72
1	31113	CASTANET-TOLOSAN	72
1	31114	CASTELBIAGUE	72
1	31115	CASTELGAILLARD	72
1	31116	CASTELGINEST	72
1	31117	CASTELMAUROU	72
1	31119	CASTELNAU-PICAMPEAU	72
1	31120	LE CASTERA	72
1	31121	CASTERA-VIGNOLES	72
1	31122	CASTIES-LABRANDE	72
1	31124	CASTILLON-DE-SAINT-MARTORY	72
1	31126	CAUBIAC	72
1	31128	CAUJAC	72
1	31130	CAZARIL-TAMBOURES	72
1	31131	CAZAUNOUS	72
1	31134	CAZENEUVE-MONTAUT	72
1	31135	CAZERES	72
1	31136	CEPET	72
1	31137	CESSALES	72
1	31138	CHARLAS	72
1	31140	CHEIN-DESSUS	72
1	31141	CIADOUX	72
1	31143	CIER-DE-RIVIERE	72
1	31145	CINTEGABELLE	72
1	31147	CLARAC	72
1	31148	CLERMONT-LE-FORT	72
1	31149	COLOMIERS	72
1	31151	CORRONSAC	72
1	31152	COUEILLES	72
1	31153	COULADERE	72
1	31155	COURET	72
1	31156	COX	72
1	31158	CUGURON	72
1	31159	LE CUING	72
1	31160	DAUX	72
1	31161	DEYME	72
1	31162	DONNEVILLE	72
1	31163	DREMIL-LAFAGE	72
1	31164	DRUDAS	72
1	31165	EAUNES	72

Seuil de déclenchement du contrôle des structures

1	31166	EMPEAUX	72
1	31167	ENCAUSSE-LES-THERMES	72
1	31168	EOUX	72
1	31169	ESCALQUENS	72
1	31170	ESCANECRABE	72
1	31171	ESPANES	72
1	31172	ESPARRON	72
1	31173	ESPERCE	72
1	31174	ESTADENS	72
1	31175	ESTANCARBON	72
1	31178	FABAS	72
1	31179	LE FAGET	72
1	31180	FALGA	72
1	31181	LE FAUGA	72
1	31183	FIGAROL	72
1	31184	FLOURENS	72
1	31185	FOLCARDE	72
1	31188	FONTENILLES	72
1	31189	FORGUES	72
1	31191	FOUGARON	72
1	31192	FOURQUEVAUX	72
1	31193	LE FOUSSERET	72
1	31194	FRANCARVILLE	72
1	31195	FRANCAZAL	72
1	31196	FRANCON	72
1	31197	FRANQUEVIELLE	72
1	31198	LE FRECHET	72
1	31201	FRONTIGNAN-SAVES	72
1	31204	FUSTIGNAC	72
1	31206	GAILLAC-TOULZA	72
1	31208	GANTIES	72
1	31209	GARAC	72
1	31210	GARDOUCH	72
1	31211	GARGAS	72
1	31212	GARIDECH	72
1	31215	GAURE	72
1	31216	GEMIL	72
1	31217	GENOS	72
1	31218	GENSAC-DE-BOULOGNE	72
1	31219	GENSAC-SUR-GARONNE	72
1	31220	GIBEL	72
1	31223	GOUDIX	72
1	31224	GOURDAN-POLIGNAN	72
1	31225	GOUTEVERNISSE	72
1	31226	GOUZENS	72
1	31227	GOYRANS	72
1	31228	GRAGNAGUE	72
1	31229	GRATENS	72
1	31230	GRATENTOUR	72
1	31231	GRAZAC	72
1	31232	GRENADE	72
1	31233	GREPIAC	72
1	31234	LE GRES	72
1	31236	HERRAN	72
1	31237	HIS	72
1	31238	HUOS	72
1	31239	L'ISLE-EN-DODON	72
1	31240	ISSUS	72
1	31241	IZAUT-DE-L'HOTEL	72
1	31243	JUZES	72
1	31245	JUZET-D'IZAUT	72
1	31246	LABARTHE-INARD	72
1	31247	LABARTHE-RIVIERE	72
1	31248	LABARTHE-SUR-LEZE	72
1	31249	LABASTIDE-BEAUVOIR	72
1	31250	LABASTIDE-CLERMONT	72

**Seuil de déclenchement du contrôle des structures**

1	31251	LABASTIDE-PAUMES	72
1	31252	LABASTIDE-SAINT-SERNIN	72
1	31253	LABASTIDETTE	72
1	31254	LABEGE	72
1	31255	LABROQUERE	72
1	31256	LABRUYERE-DORSA	72
1	31258	LACAUGNE	72
1	31259	LACROIX-FALGARDE	72
1	31260	LAFFITE-TOUPIERE	72
1	31261	LAFITTE-VIGORDANE	72
1	31262	LAGARDE	72
1	31263	LAGARDELLE-SUR-LEZE	72
1	31264	LAGRACE-DIEU	72
1	31265	LAGRAULET-SAINT-NICOLAS	72
1	31266	LAHAGE	72
1	31267	LAHITERE	72
1	31268	LALOURET-LAFFITEAU	72
1	31269	LAMASQUERE	72
1	31270	LANDORTHE	72
1	31271	LANTA	72
1	31272	LAPEYRERE	72
1	31273	LAPEYROUSE-FOSSAT	72
1	31274	LARCAN	72
1	31275	LAREOLE	72
1	31276	LARROQUE	72
1	31277	LASSERRE	72
1	31278	LATOUE	72
1	31279	LATOUR	72
1	31280	LATRAPE	72
1	31281	LAUNAC	72
1	31283	LAUTIGNAC	72
1	31284	LAUZERVILLE	72
1	31285	LAVALETTE	72
1	31286	LAVELANET-DE-COMMINGES	72
1	31287	LAVERNOSE-LACASSE	72
1	31288	LAYRAC-SUR-TARN	72
1	31289	LECUSSAN	72
1	31291	LEGUEVIN	72
1	31292	LESCUNS	72
1	31294	LESPITEAU	72
1	31295	LESPUGUE	72
1	31296	LESTELLE-DE-SAINT-MARTORY	72
1	31297	LEVIGNAC	72
1	31299	LHERM	72
1	31300	LIEOUX	72
1	31301	LILHAC	72
1	31302	LODES	72
1	31303	LONGAGES	72
1	31304	LOUBENS-LAURAGAIS	72
1	31305	LOUDET	72
1	31306	LOURDE	72
1	31307	LUNAX	72
1	31309	LUSSAN-ADEILHAC	72
1	31310	LUX	72
1	31311	LA MAGDELAINE-SUR-TARN	72
1	31312	MAILHOLAS	72
1	31313	MALVEZIE	72
1	31314	MANCIOUX	72
1	31315	MANE	72
1	31317	MARIGNAC-LASCLARES	72
1	31318	MARIGNAC-LASPEYRES	72
1	31319	MARLIAC	72
1	31320	MARQUEFAVE	72
1	31321	MARSOULAS	72
1	31322	MARTISSERRE	72
1	31323	MARTRES-DE-RIVIERE	72

**Seuil de déclenchement du contrôle des structures**

1	31324	MARTRES-TOLOSANE	72
1	31325	MASCARVILLE	72
1	31326	MASSABRAC	72
1	31327	MAURAN	72
1	31328	MAUREMONT	72
1	31329	MAURENS	72
1	31330	MAURESSAC	72
1	31331	MAUREVILLE	72
1	31332	MAUVAISIN	72
1	31333	MAUVEZIN	72
1	31334	MAUZAC	72
1	31336	MAZERES-SUR-SALAT	72
1	31338	MENVILLE	72
1	31339	MERENVIELLE	72
1	31340	MERVILLA	72
1	31341	MERVILLE	72
1	31342	MILHAS	72
1	31343	MIRAMBEAU	72
1	31344	MIRAMONT-DE-COMMINGES	72
1	31345	MIREMONT	72
1	31346	MIREPOIX-SUR-TARN	72
1	31347	MOLAS	72
1	31348	MONCAUP	72
1	31349	MONDAVEZAN	72
1	31350	MONDILHAN	72
1	31351	MONDONVILLE	72
1	31352	MONDOUZIL	72
1	31353	MONES	72
1	31354	MONESTROL	72
1	31355	MONS	72
1	31356	MONTAIGUT-SUR-SAVE	72
1	31357	MONTASTRUC-DE-SALIES	72
1	31358	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	72
1	31359	MONTASTRUC-SAVES	72
1	31361	MONTAUT	72
1	31362	MONTBERAUD	72
1	31363	MONTBERNARD	72
1	31364	MONTBERON	72
1	31365	MONTBRUN-BOCAGE	72
1	31366	MONTBRUN-LAURAGAIS	72
1	31367	MONTCLAR-DE-COMMINGES	72
1	31368	MONTCLAR-LAURAGAIS	72
1	31369	MONT-DE-GALIE	72
1	31370	MONTEGUT-BOURJAC	72
1	31371	MONTEGUT-LAURAGAIS	72
1	31372	MONTESPAN	72
1	31373	MONTESQUIEU-GUITTAUT	72
1	31374	MONTESQUIEU-LAURAGAIS	72
1	31375	MONTESQUIEU-VOLVESTRE	72
1	31376	MONTGAILLARD-DE-SALIES	72
1	31377	MONTGAILLARD-LAURAGAIS	72
1	31378	MONTGAILLARD-SUR-SAVE	72
1	31379	MONTGAZIN	72
1	31380	MONTGEARD	72
1	31381	MONTGISCARD	72
1	31382	MONTGRAS	72
1	31383	MONTJOIRE	72
1	31384	MONTLAUR	72
1	31385	MONTMAURIN	72
1	31386	MONTOULIEU-SAINT-BERNARD	72
1	31387	MONTOUSSIN	72
1	31388	MONTPITOL	72
1	31389	MONTRABE	72
1	31390	MONTREJEAU	72
1	31391	MONTSAUNES	72
1	31392	MOURVILLES-BASSES	72

**Seuil de déclenchement du contrôle des structures**

1	31393	MOURVILLES-HAUTES	72
1	31395	MURET	72
1	31396	NAILLOUX	72
1	31397	NENIGAN	72
1	31398	NIZAN-GESSE	72
1	31399	NOE	72
1	31400	NOGARET	72
1	31401	NOUEILLES	72
1	31402	ODARS	72
1	31406	PALAMINY	72
1	31407	PAULHAC	72
1	31408	PAYSSOUS	72
1	31409	PECHABOU	72
1	31410	PECHBONNIEU	72
1	31411	PECHBUSQUE	72
1	31412	PEGUILHAN	72
1	31413	PELLEPORT	72
1	31414	PEYRISSAS	72
1	31415	PEYROUZET	72
1	31416	PEYSSIES	72
1	31417	PIBRAC	72
1	31418	PIN-BALMA	72
1	31419	LE PIN-MURELET	72
1	31420	PINSAGUEL	72
1	31421	PINS-JUSTARET	72
1	31422	PLAGNE	72
1	31423	PLAGNOLE	72
1	31425	LE PLAN	72
1	31426	POINTIS-DE-RIVIERE	72
1	31427	POINTIS-INARD	72
1	31428	POLASTRON	72
1	31429	POMPERTUZAT	72
1	31430	PONLAT-TAILLEBOURG	72
1	31435	POUCHARRAMET	72
1	31436	POUY-DE-TOUGES	72
1	31437	POUZE	72
1	31438	PRADERE-LES-BOURGUETS	72
1	31439	PRESERVILLE	72
1	31440	PROUPIARY	72
1	31441	PRUNET	72
1	31442	PUYDANIEL	72
1	31443	PUYMAURIN	72
1	31444	PUYSEGUR	72
1	31445	QUINT-FONSEGRIVES	72
1	31447	RAZECUEILLE	72
1	31448	REBIGUE	72
1	31449	REGADES	72
1	31450	RENNEVILLE	72
1	31451	REVEL	72
1	31452	RIEUCAZE	72
1	31453	RIEUMAJOU	72
1	31454	RIEUMES	72
1	31455	RIEUX-VOLVESTRE	72
1	31456	RIOLAS	72
1	31457	ROQUEFORT-SUR-GARONNE	72
1	31458	ROQUES	72
1	31459	ROQUESERIERE	72
1	31460	ROQUETTES	72
1	31461	ROUEDE	72
1	31462	ROUFFIAC-TOLOSAN	72
1	31463	ROUMENS	72
1	31464	SABONNERES	72
1	31466	SAIGUEDE	72
1	31468	SAINT-ANDRE	72
1	31469	SAINT-ARAILLE	72
1	31473	SAINT-CEZERT	72

**Seuil de déclenchement du contrôle des structures**

1	31474	SAINT-CHRISTAUD	72
1	31475	SAINT-CLAR-DE-RIVIERE	72
1	31476	SAINT-ELIX-LE-CHATEAU	72
1	31477	SAINT-ELIX-SEGLAN	72
1	31478	SAINT-FELIX-LAURAGAIS	72
1	31479	SAINT-FERREOL-DE-COMMINGES	72
1	31480	SAINTE-FOY-D'AIGREFEUILLE	72
1	31481	SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES	72
1	31482	SAINT-FRAJOU	72
1	31483	SAINT-GAUDENS	72
1	31485	SAINT-GERMIER	72
1	31486	SAINT-HILAIRE	72
1	31487	SAINT-IGNAN	72
1	31489	SAINT-JEAN-LHERM	72
1	31491	SAINT-JULIA	72
1	31492	SAINT-JULIEN-SUR-GARONNE	72
1	31493	SAINT-LARY-BOUJEAN	72
1	31494	SAINT-LAURENT	72
1	31495	SAINT-LEON	72
1	31496	SAINTE-LIVRADE	72
1	31498	SAINT-LOUP-EN-COMMINGES	72
1	31499	SAINT-LYS	72
1	31501	SAINT-MARCEL-PAULEL	72
1	31502	SAINT-MARCET	72
1	31503	SAINT-MARTORY	72
1	31504	SAINT-MEDARD	72
1	31505	SAINT-MICHEL	72
1	31506	SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE	72
1	31507	SAINT-PAUL-SUR-SAVE	72
1	31509	SAINT-PE-D'ARDET	72
1	31510	SAINT-PE-DELBOSC	72
1	31511	SAINT-PIERRE	72
1	31512	SAINT-PIERRE-DE-LAGES	72
1	31513	SAINT-PLANCARD	72
1	31514	SAINT-ROME	72
1	31516	SAINT-SAUVEUR	72
1	31517	SAINT-SULPICE-SUR-LEZE	72
1	31518	SAINT-THOMAS	72
1	31519	SAINT-VINCENT	72
1	31520	SAJAS	72
1	31521	SALEICH	72
1	31522	SALERM	72
1	31523	SALIES-DU-SALAT	72
1	31525	SALLES-SUR-GARONNE	72
1	31526	LA SALVETAT-SAINT-GILLES	72
1	31527	LA SALVETAT-LAURAGAIS	72
1	31528	SAMAN	72
1	31529	SAMOUILLAN	72
1	31530	SANA	72
1	31531	SARRECAVE	72
1	31532	SARREMEZAN	72
1	31533	SAUBENS	72
1	31534	SAUSSENS	72
1	31535	SAUVETERRE-DE-COMMINGES	72
1	31536	SAUX-ET-POMAREDE	72
1	31537	SAVARTES	72
1	31538	SAVERES	72
1	31539	SEDEILHAC	72
1	31540	SEGREVILLE	72
1	31542	SEILHAN	72
1	31543	SENARENS	72
1	31544	SENGOUAGNET	72
1	31545	SEPX	72
1	31546	SEYRE	72
1	31547	SEYSSES	72
1	31550	SOUEICH	72

Seuil de déclenchement du contrôle des structures

1	31551	TARABEL	72
1	31552	TERREBASSE	72
1	31553	THIL	72
1	31554	TOUILLE	72
1	31556	LES TOURREILLES	72
1	31558	TOUTENS	72
1	31560	TREBONS-SUR-LA-GRASSE	72
1	31562	URAU	72
1	31563	VACQUIERS	72
1	31565	VALENTINE	72
1	31566	VALLEGUE	72
1	31567	VALLESVILLES	72
1	31568	VARENNES	72
1	31569	VAUDREUILLE	72
1	31570	VAUX	72
1	31571	VENDINE	72
1	31572	VENERQUE	72
1	31573	VERFEIL	72
1	31574	VERNET	72
1	31575	VIEILLE-TOULOUSE	72
1	31576	VIEILLEVIGNE	72
1	31577	VIGNAUX	72
1	31578	VIGOLET-AUZIL	72
1	31579	VILLARIES	72
1	31580	VILLATE	72
1	31582	VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS	72
1	31584	VILLEMUR-SUR-TARN	72
1	31585	VILLENEUVE-DE-RIVIERE	72
1	31586	VILLENEUVE-LECUSSAN	72
1	31589	VILLENouvelle	72
1	31591	ESCOULIS	72
1	31592	LARRA	72
1	31593	CAZAC	72
2	31022	AUCAMVILLE	47
2	31032	AUSSONNE	47
2	31035	AUZEVILLE-TOLOSANE	47
2	31056	BEAUZELLE	47
2	31069	BLAGNAC	47
2	31079	BOULOC	47
2	31118	CASTELNAU-D'ESTRETEFONDS	47
2	31150	CORNEBARRIEU	47
2	31157	CUGNAUX	47
2	31182	FENOUILLET	47
2	31186	FONBEAUZARD	47
2	31187	FONSORBES	47
2	31202	FRONTON	47
2	31203	FROUZINS	47
2	31205	GAGNAC-SUR-GARONNE	47
2	31282	LAUNAGUET	47
2	31293	LESPINASSE	47
2	31403	ONDES	47
2	31424	PLAISANCE-DU-TOUCH	47
2	31433	PORTET-SUR-GARONNE	47
2	31446	RAMONVILLE-SAINT-AGNE	47
2	31467	SAINT-ALBAN	47
2	31484	SAINT-GENIES-BELLEVUE	47
2	31488	SAINT-JEAN	47
2	31490	SAINT-JORY	47
2	31497	SAINT-LOUP-CAMMAS	47
2	31515	SAINT-RUSTICE	47
2	31541	SEILH	47
2	31555	TOULOUSE	47
2	31557	TOURNEFEUILLE	47
2	31561	L'UNION	47
2	31581	VILLAUDRIC	47
2	31583	VILLENATIER	47



## Seuil de déclenchement du contrôle des structures

2	31587	VILLENEUVE-LES-BOULOC	47
2	31588	VILLENEUVE-TOLOSANE	47
3	31010	ANTIGNAC	52
3	31015	ARGUT-DESSOUS	52
3	31017	ARLOS	52
3	31019	ARTIGUE	52
3	31040	BACHOS	52
3	31041	BAGIRY	52
3	31042	BAGNERES-DE-LUCHON	52
3	31046	BAREN	52
3	31064	BENQUE-DESSOUS-ET-DESSUS	52
3	31067	BEZINS-GARRAUX	52
3	31068	BILLIERE	52
3	31081	BOURG-D'OEUIL	52
3	31085	BOUTX	52
3	31092	BURGALAYS	52
3	31123	CASTILLON-DE-LARBOUST	52
3	31125	CATHERVIELLE	52
3	31127	CAUBOUS	52
3	31129	CAZARIL-LASPENES	52
3	31132	CAZAUX-LAYRISSE	52
3	31133	CAZEAUX-DE-LARBOUST	52
3	31139	CHAUM	52
3	31142	CIER-DE-LUCHON	52
3	31144	CIERP-GAUD	52
3	31146	CIRES	52
3	31176	ESTENOS	52
3	31177	EUP	52
3	31190	FOS	52
3	31199	FRONSAC	52
3	31200	FRONTIGNAN-DE-COMMINGES	52
3	31207	GALIE	52
3	31213	GARIN	52
3	31221	GOUAUX-DE-LARBOUST	52
3	31222	GOUAUX-DE-LUCHON	52
3	31235	GURAN	52
3	31242	JURVIELLE	52
3	31244	JUZET-DE-LUCHON	52
3	31290	LEGE	52
3	31298	LEZ	52
3	31308	LUSCAN	52
3	31316	MARIGNAC	52
3	31335	MAYREGNE	52
3	31337	MELLES	52
3	31360	MONTAUBAN-DE-LUCHON	52
3	31394	MOUSTAJON	52
3	31404	OO	52
3	31405	ORE	52
3	31431	PORTET-D'ASPET	52
3	31432	PORTET-DE-LUCHON	52
3	31434	POUBEAU	52
3	31465	SACOURVIELLE	52
3	31470	SAINT-AVENTIN	52
3	31471	SAINT-BEAT	52
3	31472	SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES	52
3	31500	SAINT-MAMET	52
3	31508	SAINT-PAUL-D'OEUIL	52
3	31524	SALLES-ET-PRATVIEL	52
3	31548	SIGNAC	52
3	31549	SODE	52
3	31559	TREBONS-DE-LUCHON	52
3	31564	VALCABRERE	52
3	31590	BINOS	52

